

ARRÊTÉ n° PREF-BCPPAT-2021-312-005 du 8 novembre 2021
PORTANT DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE :
DES TRAVAUX DE DERIVATION DES EAUX ;
DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION ;
PORTANT AUTORISATION D'UTILISATION DES EAUX PRÉLEVÉES EN VUE DE LA
CONSOMMATION HUMAINE

Commune de Saint Léger de Peyre.
Communauté de communes du Gévaudan,
CHAMP CAPTANT DE POUZELS

La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'expropriation et notamment les articles L. 110-1 et suivants et R. 111-1 à R. 131-14 ;

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à 10, R. 1321-1 à 63 ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L. 122-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles R. 1321-6 à 12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDT-BIEF 2021-180-0001 du 29 juin 2021 permettant la poursuite de l'exploitation du captage d'Espères et des captages de Pouzels Est, Pouzels Milieu, Pouzels Ouest et fixant les prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Gévaudan en date du 20 décembre 2018 par laquelle il sollicite la régularisation des captages de Combettes Aval, Espères, Fraissinet Aval et des Pouzels, et de distribution d'eau potable au public, sur le territoire de la commune de St Léger de Peyre - ainsi que l'acquisition de l'emprise foncière des périmètres de protection immédiate des captages ;

Vu le rapport de Monsieur PAPPALARDO, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du mois de juillet 2018 et la validation en date du 03 septembre 2018 de la délimitation de périmètre de protection immédiate ;

Vu le dossier soumis à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-BCPPAT-2020-283-002 du 09 octobre 2020 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique regroupant :

- une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux, de mise en place des périmètres de protection des captages de Combettes Aval, Espères, Fraissinet Aval et des Pouzels, et de distribution d'eau potable au public, desservant la commune de St Léger de Peyre,
- une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les terrains à acquérir ou à grever de servitudes légales ;

Vu les avis des services techniques consultés ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 11 décembre 2020 ;

Vu l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 28 septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE les besoins en eau destinée à la consommation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés mise en place du traitement énoncé à l'appui du dossier est justifié ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation, les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la collectivité ;

CONSIDÉRANT QU'il convient de protéger les ressources en eau destinée à la consommation humaine par l'instauration de périmètres de protection.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux à entreprendre par la Communauté de Communes du Gévaudan personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (dénommée dans la suite l'arrêté PRPDE) en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du champ captant de Pouzels sis sur la commune de Saint Léger de Peyre.
- la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du champ captant de Pouzels.

ARTICLE 2 : Caractéristiques et aménagements du captage

Le champ captant de Pouzels est situé au Clauzet, sur la parcelle numéro 728 section B de la commune de Saint Léger de Peyre.

Les coordonnées approximatives en Lambert 93 des ouvrages sont :

- Ouvrage 1-Ouest : X = 725,063 km, Y = 6 390,558 km, Z = 1 086 m/NGF ;
- Ouvrage 2-Milieu : X = 725,063 km, Y = 6 390,558 km, Z = 1 086 m/NGF ;
- Ouvrage 3-Est : X = 725,071 km, Y = 6 390,591 km, Z = 1 086 m/NGF ;
- Collecteur principal : X = 725,023 km, Y = 6 390,537 km, Z = 1 086 m/NGF.

Leur profondeur est de 2,55 à 2,8 mètres.

Les ouvrages de captage sont constitués de collecteurs circulaires en buses béton d'un diamètre de 1 mètre sur une hauteur totale allant de 2,55 mètres à 2,8 mètres avec une réhausse des têtes de captage de 0,35 à 0,7 mètre par rapport au terrain naturel. A l'intérieur de ces collecteurs, un bac unique permet de recevoir les eaux captées. Ces bacs sont équipés d'un départ non crépiné dirigé vers le collecteur principal pour les ouvrages 1-Ouest et 2-Milieu, et vers l'ouvrage 2-Milieu pour l'ouvrage 3-Est. L'accès à ces ouvrages se fait par des capots fonte démunis de cheminée d'aération. A l'intérieur de l'ouvrage 2-Milieu, une canalisation en PEHD permet une liaison entre l'ouvrage 3-Est et le collecteur principal permettant de différencier au niveau de ce collecteur les débits entre les

ouvrages 2-Milieu et 3-Est. Le système de captage des eaux pour ces trois ouvrages correspond à ceux des puits avec des venues d'eau à travers graves calcaires naturelles situés en fond des ouvrages. Compte tenu de ce mode de captation, l'installation de dispositif de trop-plein et de vidange n'est pas possible.

Les trois systèmes de captage sont situés dans un périmètre clôturé avec un accès par un large portail cadencé.

Le collecteur principal est constitué de buses béton de diamètre 1,6 mètre et de 2,10 de hauteur. Cet ouvrage se compose d'un bac unique recevant les eaux captées aux trois captages. Ce bac dispose d'une bonde de trop-plein/vidange dont l'exutoire alimente un abreuvoir sans protection sanitaire. Les trois venues issues des captages alimentent ce collecteur. Dans cet ouvrage, il existe deux départs : une canalisation crépinée dirigée vers un brise charge avant de rejoindre le réservoir de Saint Léger de Peyre et une seconde, de diamètre plus petit et non crépiné, dont l'exutoire est inconnu. L'accès à cet ouvrage se fait par un capot fonte muni d'une cheminée d'aération. La descente à l'intérieur se fait par une échelle en aluminium. Cet ouvrage n'est pas clôturé.

ARTICLE 3 : Capacité de prélèvement autorisée

Les débits maxima d'exploitation autorisés pour le site du champ captant de Pouzels sont :

- débit annuel : 4 000 m³/an
- débit moyen journalier : 30 m³/jour ; ce débit est commun au champ captant de Pouzels et au captage de Combettes aval.

ARTICLE 4 : Protection sanitaire des ouvrages de captage

Les ouvrages de captage devront être aménagés de manière à empêcher la pénétration des eaux superficielles et l'accès des petits animaux.

Afin d'assurer la protection sanitaire des ouvrages de captage, l'aménagement respectera les principes suivants :

- au niveau de l'ouvrage de captage Pouzels 1-Ouest :
 - remplacement des viroles défaillantes avec reprise du scellement du capot fonte ;
 - reprise de l'étanchéité des joints entre viroles hors d'eau ;
 - pose d'une crépine sur la canalisation de départ ;
 - remplacement du capot fonte par un capot fonte équipé d'une cheminée d'aération avec une moustiquaire ;
 - mise en place d'une margelle béton au sol sur 1,5 mètre de largeur avec une pente vers l'extérieur ;
- au niveau de l'ouvrage de captage Pouzels 2-Milieu :
 - remplacement des viroles défaillantes avec reprise du scellement du capot fonte ;
 - reprise de l'étanchéité des joints entre viroles hors d'eau ;
 - pose d'une crépine sur la canalisation de départ ;
 - réhausse de l'ouvrage de manière à ce que celui dépasse d'au moins 0,5 mètre ;
 - remplacement du capot fonte par un capot fonte équipé d'une cheminée d'aération avec une moustiquaire ;
 - mise en place d'une margelle béton au sol sur 1,5 mètre de largeur avec une pente vers l'extérieur ;
- au niveau de l'ouvrage de captage Pouzels 3-Est :
 - remplacement des viroles défaillantes avec reprise du scellement du capot fonte ;
 - reprise de l'étanchéité des joints entre viroles hors d'eau ;
 - pose d'une crépine sur la canalisation de départ ;
 - réhausse de l'ouvrage de manière à ce que celui dépasse d'au moins 0,5 mètre ;
 - remplacement du capot fonte par un capot fonte équipé d'une cheminée d'aération avec une moustiquaire ;
 - mise en place d'une margelle béton au sol sur 1,5 mètre de largeur avec une pente vers l'extérieur ;
- au niveau du collecteur principal :
 - installation d'une grille de protection au niveau de l'exutoire du trop-plein ;

- suppression de la canalisation alimentant un abreuvoir ;
- pour l'ensemble de ces ouvrages : mise en place d'une clôture grillagée et de 2 mètres de hauteur et équipée d'un portail d'accès fermant à clé.

Ces aménagements sont à réaliser sur les ouvrages dans un délai de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour du champ captant en application des dispositions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique. La délimitation des périmètres est conforme aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1 : Modification des conditions d'exploitation

La PRPDE doit acquérir les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur les parcelles 728, 729, 730 et 731 section B sur la commune de Saint Léger de Peyre.

La PRPDE est autorisée à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation dans un délai de cinq ans les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate situé sur lesdites parcelles.

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à ses frais par une clôture infranchissable dont les caractéristiques sont exposées à l'article 4. Il est délimité conformément au tracé joint en annexe.

Une double clôture en ronces artificielles sur piquets bois sera installée sur la périphérie de la délimitation du périmètre de protection immédiate pour limiter les risques de dégradation de la clôture du périmètre de protection immédiate par le bétail.

Les aménagements dans ce périmètre respecteront les principes suivants :

- débroussaillage et nivellement du périmètre de protection immédiate sans apport de matériaux ;
- enlèvement du tas de pierres situé dans le secteur Nord ;
- création d'un fossé de 0,3 à 0,5 mètre de profondeur à l'aval du périmètre de protection immédiate, et à l'intérieur de celui-ci, de manière à drainer les eaux de surface ;
- création de rigoles latérales afin d'évacuer les eaux drainées vers le Sud.

Les eaux de ruissellement devront être détournées en amont de ce périmètre et rejetées en aval.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts et stockages de matière ou matériel, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux souterraines.

Tout nouveau système de captage est interdit à l'intérieur de ce périmètre, sauf autorisation préfectorale préalable.

L'aire protégée sera maintenue en prairie naturelle par élimination de toute végétation arbustive et buissonnante. Les travaux d'entretien permettant le maintien d'un état de propreté permanent s'effectueront exclusivement par des moyens adaptés sans risque de pollution (fuite d'hydrocarbures, produits phytosanitaires...). Les produits de fauchage ou d'autres travaux d'entretien seront déposés en aval du périmètre de protection immédiate

Aucune zone propice à la stagnation des eaux ne devra subsister dans ce périmètre.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite.

ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection rapprochée

D'une superficie d'environ 56 818 m², le périmètre de protection rapprochée se situe sur la commune de Saint Léger de Peyre. Une zone de protection spéciale (ZPS) s'étendant en amont du captage sur environ 52% du périmètre de protection rapprochée est instaurée de manière à limiter les pollutions liées aux activités agricoles ; cette zone est délimitée conformément aux annexes. Une clôture type « agricole » sera installée pour délimiter la zone de protection spéciale.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans l'état parcellaire joint en annexe.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau et en particulier :

- La création de dépôts de tout matériaux ou produits quels qu'ils soient (inertes, non dangereux, dangereux...), solides ou liquides, susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux soit par infiltration, soit par lessivage, soit par ruissellement ;
- La création d'ouvrages de transport de produits liquides ou gazeux susceptibles, en cas de rupture, d'altérer la qualité bactériologique ou chimique des eaux souterraines ou superficielles, (hydrocarbures, produits chimiques, eaux usées non domestiques...);
- Les dépôts ou stockages, même temporaires de matières fermentescibles en champ (par exemple fumiers, fumières, ensilages, lisiers, purins, jus d'ensilage et résidus verts, lactosérum, composts, boues de station d'épuration industrielles ou domestiques, ...);
- Les dépôts ou stockages, même temporaires de d'engrais chimiques ou sous forme minérale, de fertilisant, de produits phytosanitaires ou agropharmaceutiques ;
- Toute pratique d'élevage ayant pour objet ou pour effet la concentration d'animaux sur des surfaces réduites, telles que les parcs de contention d'animaux, les aires de stockage des animaux, l'affouragement permanent ou temporaire, les abreuvoirs, les abris, ... ;
- La création de systèmes de collecte, de traitement et de rejets d'eaux résiduaires, quelle qu'en soit la nature et la taille, y compris les rejets d'eaux usées traitées et les assainissements non collectifs ;
- La création de mines, carrières, gravières et sablières ainsi que leur extension ;
- La création de fouilles, fossés, terrassements et excavations ;
- La création de nouvelles routes, de nouveaux chemins, de pistes forestières et voies de communications ;
- La création de toute construction quel que soit son usage ;
- La création d'installations classées pour la protection de l'environnement et autres établissements à caractère industriel ou commercial ;
- Le pâturage dans la zone de protection spéciale ;
- L'épandage de matières organiques tel que fumiers, lisiers, purins, jus d'ensilage et résidus verts, lactosérum, boue de station d'épuration industrielles ou domestiques dans la zone de protection spéciale.

Sur ces parcelles sont réglementées les activités suivantes :

- Les épandages d'engrais chimiques sous forme minérale, de fertilisant, de produits phytosanitaires ou agropharmaceutiques, ne pourront être réalisés que dans les jardins et sur des surfaces agricoles régulièrement entretenues :

- selon les recommandations de la chambre d'agriculture de la Lozère,
- sans dégradation de la qualité des eaux captées.

En cas de dégradation de la qualité des eaux captées liées à ces pratiques, un programme d'actions sera mis en place dans un délai maximal de 2 ans ;

- Les épandages de substances organiques tel que fumiers, lisiers, purins, jus d'ensilage et résidus verts, lactosérum, boue de station d'épuration industrielles ou domestiques, ne pourront être réalisés que dans les jardins et sur des surfaces agricoles régulièrement entretenues :

- hors de la zone sensible,
- selon les recommandations de la chambre d'agriculture de la Lozère,
- sans dégradation de la qualité des eaux captées.

En cas de dégradation de la qualité des eaux captées liées à ces pratiques, un programme d'actions sera mis en place dans un délai maximal de 2 ans.

Les modes de pratiques culturales seront réglementés au vu de la qualité de la ressource en eau.

Si une dégradation est constatée, la présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée.

Les surfaces du périmètre de protection rapprochée sont principalement constituées de parcelles cadastrées en tant que terres, landes, prés et pâtures.

Conformément aux articles R. 1321-13.3, L. 1321-2 du code de la santé publique et L. 211-1, L. 213-3 du code de l'urbanisme, la commune pourra instituer un droit de préemption des parcelles situées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 6 : Modification des activités dans le périmètre de protection rapprochée

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité dans le périmètre de protection rapprochée, installation ou dépôt réglementé, qui voudrait y apporter une quelconque modification et toute personne qui voudrait créer ou implanter une activité, une installation ou un dépôt, devra faire connaître son intention au préfet et au maire, en précisant :

- les caractéristiques de son projet, notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

Sauf prescriptions particulières prévues par la réglementation en vigueur, le préfet fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la production de tous les renseignements ou documents demandés. Sans réponse de l'administration à l'issue de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

AUTORISATION D'UTILISER LES EAUX PRELEVÉES EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 7 : Modalité de la distribution

La PRPDE est autorisée à utiliser les eaux prélevées en vue de la consommation humaine à partir du champ captant de Pouzels dans le respect des modalités suivantes :

- le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le captage et le périmètre de protection immédiate sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 8 : Surveillance de la qualité de l'eau

La PRPDE veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la délégation départementale de l'Agence régionale de santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 9 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la PRPDE selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Transmission des résultats

Les résultats du suivi de l'autocontrôle sont transmis à la délégation départementale de l'Agence régionale de santé annuellement par l'exploitant.

ARTICLE 11 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

- Le captage est conçu de façon à pouvoir réaliser correctement un prélèvement d'eau brute. La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau en départ de distribution.
- Les agents de la délégation départementale de l'Agence régionale de santé et des services de l'État chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 12 : Pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, tout exploitant ou propriétaire d'une installation, d'un équipement ou d'un dépôt situé à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée à l'origine de cette pollution doit d'une part en avertir immédiatement la PRPDE, la commune de Saint Léger de Peyre et la direction départementale du service d'incendie et de secours de la Lozère, et d'autre part, prendre toutes les précautions pour limiter en cas d'accident ou d'incendie, la pollution de la ressource en eau.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 : Plan et visite de recollement

La PRPDE établit un plan de recollement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à la délégation départementale de l'Agence régionale de santé dans un délai de trois mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite est effectuée par la délégation départementale de l'Agence régionale de santé en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

ARTICLE 14 : Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité, dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 15 : Indemnisation et droits des tiers

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou aux occupants des terrains concernés par les servitudes instaurées par le présent arrêté, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 16 : Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis à la PRPDE en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- de la mise à disposition du public ;
- de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois ; une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux aux frais du maître d'ouvrage par les soins du préfet ;
- de sa notification individuelle sans délai ainsi que de l'extrait parcellaire le concernant aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées et transmis en préfecture.

ARTICLE 17 : Mise à jour des documents d'urbanisme

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Saint Léger de Peyre dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 18 : Recours devant le tribunal administratif

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes, dans **un délai de deux mois** :

- à compter de son affichage en mairie par toute personne ayant intérêt à agir ;
- à compter de sa notification, par les propriétaires concernés par les servitudes.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 19 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- Dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- Laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables dans les conditions prévues à l'article 121-2 du Code pénal, des infractions prévues au présent article. Elles encourent la peine d'amende dans les conditions prévues à l'article 131-41 du Code pénal.

ARTICLE 20 : Mesures exécutoires

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère,
La présidente de la Communauté de Communes du Gévaudan,
Le maire de la commune de Saint Léger de Peyre,
Le directeur général de l'Agence régionale de santé,
Le directeur départemental des territoires,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour la préfète, et par délégation,
le secrétaire général

Thomas ODINOT

PLAN DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

PLAN PARCELLAIRE DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

ETAT PARCELLAIRE DES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE ET RAPPROCHEE

ETAT PARCELLAIRE DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

Numéro Plan Parcelaire	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
9	B	728	Clauzet	Sol	710	710	- Commune de SAINT LEGER DE PEYRE Mairie-48100 SAINT LEGER DE PEYRE - Numéro de SIREN : 214 801 680	-	Propriétaire en vertu d'un acte de cession de droits de source en date du 30 décembre 1985 passé au ministère de Maître FLEISCH alors Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) et publié au Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement de MENDE (48) le 03 février 1986 Volume 2467 N°39.
10	B	729	Clauzet	Pâturage	6782	2693	- M. ROUSSET Pascal né le 10/04/1972 à MARVEJOLS (048), demeurant à Espères - 48100 SAINT LEGER DE PEYRE (identité régulièrement justifiée)	M. ROUSSET Pascal Espères 48100 SAINT LÉGER DE PEYRE	Propriétaire en vertu d'une acquisition en date du 04 janvier 1995 passée au ministère de Maître RUAT alors Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) et publié au Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement de MENDE (48) le 21 février 1995 Volume 1995P N°825.
11	B	730	Les pouzels	Sol	161	161	- Commune de SAINT LEGER DE PEYRE Mairie-48100 SAINT LEGER DE PEYRE - Numéro de SIREN : 214 801 680	-	Propriétaire en vertu d'un acte de cession de droits de source en date du 30 décembre 1985 passé au ministère de Maître FLEISCH alors Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) et publié au Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement de MENDE (48) le 03 février 1986 Volume 2467 N°39.

Numéro Plan Parcelaire	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants	Origine de la propriété
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)			
12	B	731	Les pouzels	Pré	9989	963	- M. ROUSSET Pascal né le 10/04/1972 à MARVEJOLS (048), demeurant à Espères - 48100 SAINT LEGER DE PEYRE (identité régulièrement justifiée)	M. ROUSSET Pascal Espères 48100 SAINT LÉGER DE PEYRE	Propriétaire en vertu d'une acquisition en date du 04 janvier 1995 passée au ministère de Maître RUAT alors Notaire à SAINT CHELY D'APCHER (48) et publié au Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement de MENDE (48) le 21 février 1995 Volume 1995P N°825.

INVENTAIRE PARCELLAIRE
DES TERRAINS FAISANT L'OBJET DE SERVITUDES DE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
(réalisé à partir des origines cadastrales)

Numéro Plan Parcelle	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)		
1	B	126	Chon buisson	Terre	22760	10480	- <u>Usufruitier</u> : M. OSTY Etienne Adrien Marie né le 04/06/1943 à RECOULES DE FUMAS (048), époux POUDEVIGNE Marie, demeurant Feybesses Basses – 48100 RECOULES DE FUMAS - <u>Nu-proprétaire</u> : M. OSTY Jean-François né le 28/08/1976 à MENDE (048), demeurant à Feybesses Basses – 48100 RECOULES DE FUMAS	M. OSTY Jean-François Feybesses 48100 RECOULES DE FUMAS
2	B	129	Rouquillade	Terre	3326	3326	- Mme GROLLIER Marguerite Marie née le 05/04/1947 à RECOULES DE FUMAS (048), épouse MASSOL, demeurant 3B rue Beausejour – 12450 LUC-LA-PRIMAUBE	M. OSTY Cédric Les Pradels 48100 SAINT LEGER DE PEYRE
3	B	130	Rouquillade	Lande	18917	7717	Consorts FERRIER : - <u>Usufruitière</u> : Mme BOULET Paulette Odette née le 05/09/1940 à LA CHAZE DE PEYRE (048), veuve FERRIER, demeurant Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE - <u>Nu-proprétaire</u> : Mme FERRIER Christine Marie-Louise née le 27/08/1969 à MARVEJOLS (048), épouse POULALION Michel, demeurant Génestujols – 48310 NOALHAC - <u>Nu-proprétaire</u> : M. FERRIER Hervé Alain né le 10/03/1975 à MONTRODAT (048), demeurant 48130 PEYRE EN AUBRAC	M. FERRIER Joël Espères 48100 SAINT LÉGER DE PEYRE

Numéro Plan Parcelle	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)		
							- <u>Nu-proprétaire</u> : Mme FERRIER Isabelle Marie-José née le 19/03/1964, demeurant 10 rue Marguerite – Yourcenar – 44240 CHAPELLE SUR ERDRE (LA) - <u>Nu-proprétaire</u> : M. FERRIER Jean-Louis Armand né le 11/07/1968, époux OSTY Sylviane, demeurant La Védrine – 48310 LA FAGE MONTIVERNOUX - <u>Nu-proprétaire</u> : M. FERRIER Joël Jean Marie né le 16/09/1966 à MARVEJOLS (048), époux ROUME Nathalie, demeurant Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE - <u>Nu-proprétaire</u> : Mme FERRIER Martine Mathilde née le 28/05/1965 à MARVEJOLS (048), épouse DALLE Etienne, demeurant BAF route de Brion – Le bourg de Malbouzon – 48100 PRINSUEJOLS-MALBOUZON	
4	B	132	La deveze	Terre	4550	4550 dont 4550m² en ZPS	- Mme ALLE Solange Ginette Rosa née le 14/03/1949 à MARVEJOLS (048), veuve ATTRAZIC, demeurant Chapchimes – 48130 PEYRE EN AUBRAC	M. ATTRAZIC Christian Chapchimes 48130 PEYRE EN AUBRAC
5	B	133	La deveze	Terre	6707	6707 dont 6707 en ZPS	- Succession de Monsieur ALLE Marius Jean-Baptiste né le 30/01/1911 à SAINT LEGER DE PEYRE (048), veuf ROUSSET, demeurant par Mme BROS Marie-Christine 3 lot ST LEGER - 48100 MARVEJOLS	M. ATTRAZIC Christian Chapchimes 48130 PEYRE EN AUBRAC

Numéro Plan Parcelle	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)		
6	B	134	Bouloire	Terre	12184	12184 dont 12184m² en ZPS	Consorts FERRIER : - <u>Usufruitière</u> : Mme BOULET Paulette Odette née le 05/09/1940 à LA CHAZE DE PEYRE (048), veuve FERRIER, demeurant Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE	M. FERRIER Joël Espères 48100 SAINT LÉGER DE PEYRE
7	B	135	Bouloire	Terre	3974	3974	- <u>Nu-proprétaire</u> : Mme FERRIER Christine Marie-Louise née le 27/08/1969 à MARVEJOLS (048), épouse POULALION Michel, demeurant Génestujols – 48310 NOALHAC	
8	B	185	Clauzet	Pré	2256	2256	- <u>Nu-proprétaire</u> : M. FERRIER Hervé Alain né le 10/03/1975 à MONTRODAT (048), demeurant 48130 PEYRE EN AUBRAC - <u>Nu-proprétaire</u> : Mme FERRIER Isabelle Marie-José née le 19/03/1964, demeurant 10 rue Marguerite – Yourcenar – 44240 CHAPELLE SUR ERDRE (LA) - <u>Nu-proprétaire</u> : M. FERRIER Jean-Louis Armand né le 11/07/1968, époux OSTY Sylviane, demeurant La Védrine – 48310 LA FAGE MONTIVERNOUX - <u>Nu-proprétaire</u> : M. FERRIER Joël Jean Marie né le 16/09/1966 à MARVEJOLS (048), époux ROUME Nathalie, demeurant Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE - <u>Nu-proprétaire</u> : Mme FERRIER Martine Mathilde née le 28/05/1965 à MARVEJOLS (048), épouse DALLE Etienne, demeurant BAF route de Brion – Le bourg de Malbouzon – 48100 PRINSUEJOLS-MALBOUZON	

Numéro Plan Parcelaire	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)		
10	B	729	Clauzet	Pâture	6782	4089 dont 4089m² en ZPS	- M. ROUSSET Pascal né le 10/04/1972 à MARVEJOLS (048), demeurant à Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE	M. ROUSSET Pascal Espères 48100 SAINT LÉGER DE PEYRE
12	B	731	Les pouzels	Pré	9989	3745 dont 3745m² en ZPS		
13	B			Chemin d'exploitation		769	<p>INDIVISION :</p> <p>*- Mme ALLE Solange Ginette Rosa née le 14/03/1949 à MARVEJOLS (048), veuve ATTRAZIC, demeurant Chapchimes – 48130 PEYRE EN AUBRAC</p> <p>*-Succession de Monsieur ALLE Marius Jean-Baptiste né le 30/01/1911 à SAINT LEGER DE PEYRE (048), veuf ROUSSET, demeurant par Mme BROS Marie-Christine 3 lot ST LEGER - 48100 MARVEJOLS</p> <p>*-Consorts FERRIER :</p> <p>-<u>Usufruitière</u>: Mme BOULET Paulette Odette née le 05/09/1940 à LA CHAZE DE PEYRE (048), veuve FERRIER, demeurant Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE</p> <p>-<u>Nue-propriétaire</u>: Mme FERRIER Christine Marie-Louise née le 27/08/1969 à MARVEJOLS (048), épouse POULALION Michel, demeurant Gènesuéjols – 48310 NOALHAC</p> <p>-<u>Nu-propriétaire</u>: M. FERRIER Hervé Alain né le 10/03/1975 à MONTRODAT (048), demeurant 48130 PEYRE EN AUBRAC</p>	

Numéro Plan Parcelaire	DESIGNATION CADASTRALE				SUPERFICIE		Identité et adresse des propriétaires	Locataires ou Exploitants
	Section	N° cadastral	Lieu-dit	Nature	Parcelle (m²)	Emprise de la servitude (m²)		
							<p>-<u>Nue-propriétaire</u>: Mme FERRIER Isabelle Marie-José née le 19/03/1964, demeurant 10 rue Marguerite – Yourcenar – 44240 CHAPELLE SUR ERDRE (LA)</p> <p>-<u>Nu-propriétaire</u>: M. FERRIER Jean-Louis Armand né le 11/07/1968, époux OSTY Sylviane, demeurant La Védrine – 48310 LA FAGE MONTIVERNOUX</p> <p>-<u>Nu-propriétaire</u>: M. FERRIER Joël Jean Marie né le 16/09/1966 à MARVEJOLS (048), époux ROUME Nathalie, demeurant Espères – 48100 SAINT LEGER DE PEYRE</p> <p>-<u>Nue-propriétaire</u>: Mme FERRIER Martine Mathilde née le 28/05/1965 à MARVEJOLS (048), épouse DALLE Etienne, demeurant BAF route de Brion – Le bourg de Malbouzon – 48100 PRINSUEJOLS-MALBOUZON</p>	